

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203518]

**15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV, relatives aux entreprises de travail adapté**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code décretaal wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre IV, articles 270, 273, 274, 283 et 285;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'AWIPH, donné le 26 septembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 mai 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2014;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV, l'intitulé de la Section 2 est remplacé par ce qui suit :

« Section 2 : Conditions d'admissibilité et d'agrément ».

**Art. 3.** Dans le même Code, deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre IV, section 2, dont l'intitulé est modifié par l'article 2 du présent arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> il est inséré une sous-section 1<sup>ère</sup>, comportant l'article 991/1, rédigée comme suit :

« Sous-section 1<sup>re</sup> : Conditions d'admissibilité

Art.991/1. § 1<sup>er</sup> Sans préjudice de l'article 408 du Code décretaal, peuvent prétendre à un emploi dans une entreprise de travail adapté les personnes qui ne peuvent provisoirement ou définitivement exercer une activité professionnelle dans les conditions habituelles de travail, notamment :

1<sup>o</sup> jeune personne handicapée sortant de l'enseignement spécialisé de forme 2;

2<sup>o</sup> personne handicapée physique âgée de plus de 25 ans ayant subi des pertes d'emplois suite à la lourdeur de son handicap;

3<sup>o</sup> personne handicapée âgée de plus de 50 ans;

4<sup>o</sup> personne handicapée présentant plusieurs échecs en contrat ordinaire, avec mesure d'adaptation et si le handicap était la cause de l'échec;

5<sup>o</sup> personne handicapée ayant suivi une formation dans un ou plusieurs centres de formation professionnelle et qui ne parvient pas à trouver un emploi en raison de son handicap malgré le suivi post-formatif.

§ 2. Sans préjudice de l'article 408 du Code décretaal, ne peuvent bénéficier d'un emploi dans une entreprise de travail adapté les personnes suivantes :

1<sup>o</sup> jeune personne handicapée venant juste de sortir de l'enseignement ordinaire;

2<sup>o</sup> personne handicapée ayant des capacités évidentes d'emploi en milieu ordinaire de travail;

3<sup>o</sup> personne handicapée de moins de 25 ans n'ayant encore entrepris aucune recherche d'emploi dans le milieu ordinaire de travail;

4<sup>o</sup> personne présentant un handicap non définitif.

§ 3. Pour les personnes qui satisfont aux conditions de l'article 408 du Code décretaal mais qui ne sont pas visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, l'AWIPH apprécie si celles-ci peuvent provisoirement ou définitivement exercer une activité professionnelle dans les conditions habituelles de travail. »;

2<sup>o</sup> il est inséré une sous-section 2, comportant l'actuel article 992, rédigée comme suit :

« Sous-section 2 : Conditions d'agrément »

**Art. 4.** A l'article 992 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> ne pas occuper, hors les travailleurs en maladie de longue durée, plus de 30 % de travailleurs valides par rapport au nombre de travailleurs occupés dans le cadre d'un contrat de travail ou d'un contrat d'adaptation professionnelle. En cas d'occupation de travailleurs valides intérimaires, les heures prestées par ces travailleurs sont converties en équivalent temps plein et prises en considération pour la détermination du taux de 30 % »;

2<sup>o</sup> le 4<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 4<sup>o</sup> sans préjudice des dispositions visant la réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi, occuper toutes les personnes handicapées soit dans les liens d'un contrat de travail régi par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, soit dans le cadre d'un stage, soit dans le cadre d'un contrat d'adaptation professionnelle visé à l'article 1038 »;

3<sup>o</sup> il est inséré un 20<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 20<sup>o</sup> favoriser la création d'un réseau de collaboration avec des établissements d'enseignement spécial permettant l'insertion socioprofessionnelle des élèves qui sortent de l'enseignement d'adaptation sociale et professionnelle. ».

**Art. 5.** L'article 993, 3<sup>o</sup>, alinéa 2, du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Cette déclaration est introduite avant l'expiration du deuxième mois suivant le trimestre pour lequel le subside est demandé. A défaut, l'AWIPH se prononce sur la recevabilité de la demande ».

**Art. 6.** L'article 1000 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1000. Le montant horaire de la rémunération ou du complément de rémunération sur lequel porte l'intervention ne peut être supérieur à 18,2063 euros. Toutefois, ce montant est réduit à 3,6414 euros lorsque le travailleur handicapé est engagé dans le cadre d'une disposition visant, par l'intervention d'un autre pouvoir public, l'intégration professionnelle de demandeurs d'emploi.

Ces montants sont indexés conformément aux dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et sont liés à l'indice pivot 136,52 (base 1996 = 100). ».

**Art. 7.** A l'article 1001, alinéa 2, du même Code, les mots « annexe 1<sup>re</sup> » sont remplacés par les mots « annexe 95 ».

**Art. 8.** L'article 1003 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1003. Le pourcentage d'intervention est déterminé par l'AWIPH dans un délai de minimum deux mois et de maximum trois mois à dater de la demande de l'entreprise de travail adapté pour autant qu'à cette date, la personne handicapée soit engagée et que l'AWIPH ait pris une décision d'intervention.

A défaut pour l'AWIPH de se prononcer dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, elle octroie à l'entreprise de travail adapté une intervention provisoire fixée à quarante-quatre pour cent de la rémunération. Cette intervention provisoire est adaptée ultérieurement en fonction de la décision définitive de l'AWIPH. L'intervention provisoire est appliquée si, au moment de l'évaluation de la perte de rendement, le travailleur a quitté l'entreprise de travail adapté.

L'AWIPH peut décider de conserver le même pourcentage de perte de rendement à un travailleur handicapé qui revient à un poste identique au sein d'une ETA après une période d'interruption de travail de moins de six mois ».

**Art. 9.** L'article 1005, § 3, alinéa 2, du même Code est complété par la phrase suivante :

« et veillent, à la demande des travailleurs parents, à faciliter l'offre de garde des enfants ».

**Art. 10.** L'article 1008, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Tout membre du personnel de cadre est tenu de participer à des activités de formation continuée de minimum quatre jours en moyenne sur la durée du plan de formation.

**Art. 11.** L'article 1038 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1038. Les entreprises de travail adapté peuvent créer en leur sein une section d'accueil et de formation destinée aux personnes qui, en raison de leur handicap, bien que possédant les aptitudes physiques, mentales et professionnelles requises, nécessitent une période d'adaptation à l'emploi en entreprise de travail adapté pour améliorer leurs possibilités professionnelles.

Ces personnes doivent répondre à l'une des conditions suivantes :

1<sup>o</sup> soit avoir fréquenté un enseignement spécial prioritairement de forme 2 tel que défini par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

2<sup>o</sup> soit avoir fréquenté un enseignement spécial de forme 3 tel que défini par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, et justifier d'une période d'inactivité ininterrompue de plus d'un an au moment de la signature du contrat d'adaptation professionnelle;

3<sup>o</sup> soit avoir fréquenté, dans les six mois précédant la date de la signature du contrat d'adaptation professionnelle, un service d'accueil ou d'accueil et d'hébergement agréé par l'AWIPH. ».

**Art. 12.** L'article 1040 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En fonction des besoins et des demandes, le programme individualisé comprendra si nécessaire une phase de préformation réalisée hors des chaînes de production ».

**Art. 13.** L'article 1049 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le membre du personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> et chargé de l'encadrement des personnes handicapées en dispositif de maintien doit faire état :

1<sup>o</sup> soit d'une formation à orientation pédagogique, éducative ou sociale;

2<sup>o</sup> soit d'une expérience d'au moins cinq ans dans une fonction pédagogique, éducative ou sociale;

3<sup>o</sup> soit d'une formation d'une durée totale minimale de deux cent heures, dans les trois ans de son engagement, sur des problématiques devant lui permettre de mieux exercer sa fonction.

Il a notamment pour mission de :

1<sup>o</sup> assurer l'encadrement unique des personnes handicapées au sein du dispositif de maintien;

2<sup>o</sup> participer à l'élaboration et veiller à l'exécution du programme adapté de la personne handicapée;

3<sup>o</sup> favoriser au maximum l'intégration des personnes handicapées en dispositif de maintien au sein de l'entreprise de travail adapté;

4<sup>o</sup> veiller au suivi des aménagements de poste travail et de l'adaptation du rythme de travail;

5<sup>o</sup> collaborer à la préparation à la mise à la retraite du travailleur.

Il doit répondre aux conditions de formation continuée visées à l'article 1008, paragraphe 2. »

**Art. 14.** A l'article 1050, alinéa 2 du même Code, la phrase « sans que ce nombre puisse être supérieur à 7 par entreprise de travail adapté ni que ce nombre puisse excéder 10 % du nombre total de travailleurs handicapés pour lesquels l'entreprise de travail adapté bénéficie des subventions de l'Agence en vertu du chapitre 1<sup>er</sup> du titre 1<sup>er</sup>. » est abrogée.

**Art. 15.** Les articles 1052 à 1061 du même Code sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 1052. Excepté dans les cas de prestations de services, la mise au travail dans des entreprises extérieures de travailleurs handicapés occupés par des entreprises de travail adapté doit faire l'objet d'un contrat d'entreprise entre l'entreprise de travail adapté et l'entreprise extérieure.

Par contrat d'entreprise, on entend tout contrat par lequel une entreprise de travail adapté s'engage, moyennant paiement, à accomplir un travail manuel ou intellectuel au profit d'une autre entreprise, dans les locaux ou sur les chantiers de cette dernière, et sans la représenter.

Art. 1053. Les entreprises de travail adapté sont autorisées par l'AWIPH à conclure des contrats d'entreprises aux conditions suivantes :

1° les travailleurs doivent rester liés à l'entreprise de travail adapté par un contrat de travail;

2° sans exclure la possibilité d'instructions générales à observer et d'un contrôle sur l'exécution des tâches remplies afin de coordonner et de garantir la qualité du travail, il ne peut exister aucun lien de subordination entre l'entreprise extérieure et le personnel de l'entreprise de travail adapté;

3° les travailleurs continuent à être payés par l'entreprise de travail adapté;

4° l'entreprise de travail adapté souscrit une assurance contre les accidents du travail et sur le chemin du travail, appropriée aux risques encourus;

5° l'entreprise de travail adapté informe l'AWIPH du nom de l'assureur ainsi que du prix horaire ou journalier facturé à l'entreprise extérieure;

6° l'entreprise de travail adapté informe sa délégation syndicale de la conclusion de tout contrat d'entreprise, de la liste des travailleurs concernés par le contrat, de la manière dont est organisé l'encadrement de ces travailleurs et de l'argumentation justifiant que le travail répond au profil des travailleurs; à défaut de délégation syndicale, l'entreprise de travail adapté informe les permanents syndicaux régionaux.

Art. 1054. Tout contrat d'entreprise est signé par les deux parties et comporte les éléments suivants :

1° l'identité complète des entreprises contractantes et de leurs représentants;

2° la durée du contrat;

3° la description détaillée du travail;

4° le lieu d'exécution du travail;

5° le nombre de personnes de l'entreprise de travail adapté mises au travail;

6° le nombre de membres du personnel de cadre visé à l'article 1004, paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, les accompagnant et la manière dont l'encadrement est réalisé;

7° la garantie du respect des conditions de sécurité et d'hygiène au sein de l'entreprise extérieure;

8° l'attestation selon laquelle il n'existe aucun lien de subordination entre les travailleurs de l'entreprise de travail adapté et l'entreprise extérieure;

9° l'acceptation par l'entreprise extérieure de toute inspection de l'AWIPH dans les locaux où sont exécutés les travaux prévus par le contrat d'entreprise.

Art. 1055. L'entreprise de travail adapté assure de manière permanente l'encadrement et la supervision de ses travailleurs dans l'entreprise extérieure par un membre du personnel exécutant des fonctions d'encadrement liées à la production, visé à l'article 1004 paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, à raison d'un membre par groupe entier de dix travailleurs handicapés occupés dans l'entreprise extérieure. Lorsque moins de dix travailleurs sont occupés dans l'entreprise extérieure, l'entreprise de travail adapté garantit à ces travailleurs un encadrement et une assistance nécessaires à l'exécution de leurs missions.

Art. 1056. L'exécution du contrat d'entreprise doit faire l'objet d'une autorisation de l'AWIPH. Au plus tard le premier jour de début d'exécution du contrat, l'entreprise de travail adapté introduit une demande d'autorisation auprès de l'AWIPH qui en accuse réception. L'accord de l'AWIPH est donné endéans les dix jours ouvrables qui suivent la demande d'autorisation. A défaut, l'accord est réputé favorable. L'autorisation de l'AWIPH est limitée à deux ans et peut être reconduite plusieurs fois.

Art. 1057. Tout contrat d'entreprise exécuté sans avoir reçu l'autorisation de l'AWIPH entraîne la récupération totale des subsides relatifs à l'intervention dans la rémunération des personnes occupées dans l'entreprise extérieure pendant la période concernée et ce, avec effet rétroactif. Toutefois dans le cas d'un renouvellement ou d'une prolongation d'un même contrat ayant fait l'objet d'une autorisation antérieure de l'AWIPH, cette récupération est limitée à vingt-cinq pour cent.

Art. 1058. L'entreprise de travail adapté fournit à l'AWIPH un relevé mensuel des prestations de l'ensemble des travailleurs occupés dans le cadre d'un contrat d'entreprise. Ce relevé est transmis à l'AWIPH à l'échéance de chaque mois.

Art. 1059. La conclusion de contrats d'entreprise entre deux entreprises de travail adapté peut être autorisée par l'AWIPH lorsqu'une entreprise de travail adapté, ayant un besoin de main-d'œuvre urgent et exceptionnel, fait appel à une autre entreprise de travail adapté.

Art. 1060. Un contrat entre entreprises de travail adapté de deux régions ou communautés différentes doit faire l'objet d'un accord de l'AWIPH.

Art. 1061. La location ou la mise à disposition des entreprises de tout équipement ayant été subventionné par l'AWIPH est interdite, sauf circonstances exceptionnelles et moyennant accord préalable de l'AWIPH. »

**Art. 16.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

**Art. 17.** La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203518]

**15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, betreffende de bedrijven voor aangepast werk**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreetgevend deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek IV, artikelen 270, 273, 274, 283 en 285;

Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "AWIPH" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 26 september 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 mei 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 mei 2014;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.**Art. 2.** In het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, wordt het opschrift van Afdeling 2 vervangen als volgt:

« Afdeling 2 : Toelaatbaarheids- en erkenningsvoorwaarden ».

**Art. 3.** In hetzelfde Wetboek, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk IV, Afdeling 2, waarvan het opschrift bij artikel 2 van dit besluit is gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een onderafdeling 1 ingevoegd die artikel 991/1 inhoudt, luidend als volgt:

« Onderafdeling 1 : Toelaatbaarheidsvoorwaarden

Art.991/1. § 1. Onverminderd artikel 408 van het decreetgevend wetboek kunnen personen die niet in staat zijn om voorlopig of definitief een beroepsbezigheid onder gewone arbeidsomstandigheden uit te oefenen aanspraak maken op een baan in een bedrijf voor aangepast werk, met name :

1° een jonge gehandicapte persoon die het gespecialiseerd onderwijs van vorm 2 gevolgd heeft;

2° een lichamelijk gehandicapte persoon die ouder is dan 25 jaar en die wegens de ernst van zijn handicap verschillende banen verloren heeft;

3° een gehandicapte persoon die ouder is dan 50 jaar;

4° een gehandicapte persoon die verschillende keren niet geslaagd is onder gewoon contract, met aanpassingsmaatregel als de handicap de oorzaak van het niet slagen is;

5° een gehandicapte persoon die een opleiding heeft gevolgd in één of meer beroepsopleidingscentra en die wegens zijn handicap er niet in slaagt een baan te vinden, ondanks de opvolging na de opleiding.

§ 2. Onverminderd artikel 408 van het decreetgevend wetboek kunnen de volgende personen geen aanspraak maken op een baan in een bedrijf voor aangepast werk :

1° een jonge gehandicapte persoon die pas uit het gewoon onderwijs komt;

2° een jonge gehandicapte persoon die evidente capaciteiten heeft om een baan op de gewone arbeidsmarkt te bekleden;

3° een jonge gehandicapte persoon jonger dan 25 jaar die nog niet naar werk gezocht heeft op de gewone arbeidsmarkt;

4° een persoon met een handicap die niet definitief is.

§ 3. Wat betreft de personen die voldoen aan de voorwaarden van artikel 408 van het Wetboek maar die niet opgenomen zijn in de paragrafen 1 en 2, beoordeelt "AWIPH" of ze in staat zijn om voorlopig of definitief een beroepsbezigheid onder gewone arbeidsomstandigheden uit te oefenen. »;

2° er wordt een onderafdeling 2 ingevoegd die artikel 992 inhoudt, luidend als volgt :

« Onderafdeling 2 — Erkenningsvoorwaarden »

**Art. 4.** In artikel 992 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° afgezien van de langdurig zieke werknemers, niet meer voltijdse valide werknemers in dienst nemen dan 30 % t.o.v. het aantal werknemers tewerkgesteld in het kader van een arbeidscontract of van een beroepsaanpassingscontract. In geval van tewerkstelling van valide interim-werknemers worden de uren die ze presteren omgezet in voltijds equivalent en in aanmerking genomen bij de bepaling van het percentage van 30 % »;

2° punt 4° wordt vervangen als volgt :

« 4° onverminderd de bepalingen tot wederinschakeling van werkzoekenden in het arbeidsproces, alle gehandicapte personen in dienst nemen hetzij op basis van een arbeidsovereenkomst vallende onder de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, hetzij in het kader van een beroepsaanpassingscontract bedoeld in artikel 1038 »;

3° er wordt een punt 20° ingevoegd, luidend als volgt :

« 20° de oprichting bevorderen van een netwerk tot samenwerking met de inrichtingen voor buitengewoon onderwijs die sociaal-professionele inschakeling mogelijk maken voor leerlingen die het onderwijs voor sociaal-professionele aanpassing gevolgd hebben. ».

**Art. 5.** Artikel 993°, 3°, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Deze verklaring wordt ingediend voor het verstrijken van de tweede maand na het kwartaal waarvoor de toelage werd aangevraagd. Zo niet spreekt "AWIPH" zich uit over de ontvankelijkheid van de aanvraag ».

**Art. 6.** Artikel 1000 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 1000. Het bedrag van het uurloon of van het looncomplement waarop de tegemoetkoming betrekking heeft mag niet hoger zijn dan 18,2063 euro. Dat bedrag wordt evenwel tot 3,6414 euro verminderd als de gehandicapte werknemer tewerkgesteld wordt in het kader van een bepaling die via de tegemoetkoming van een andere overheid de inschakeling van werknemers in het arbeidsproces beoogt.

Die bedragen worden geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende de inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Ze worden gekoppeld aan de spilindex 136,52 (basis 1996 = 100). ».

**Art. 7.** In artikel 1001, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « bijlage 1 » vervangen door de woorden « bijlage 95 ».

**Art. 8.** Artikel 1003 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 1003. "AWIPH" bepaalt het toelagepercentage binnen minimum twee en maximum drie maanden, te rekenen van de datum van indiening van de aanvraag van het bedrijf voor aangepast werk, voor zover de gehandicapte persoon op die datum in dienst genomen is en voor zover "AWIPH" beslist heeft een tegemoetkoming te verlenen.

Als "AWIPH" zich niet uitspreekt binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, verleent het aan het bedrijf voor aangepast werk een voorlopige tegemoetkoming die vastgelegd wordt op vierenvestig percent van de bezoldiging. Die voorlopige tegemoetkoming wordt later aangepast op grond van de definitieve beslissing van "AWIPH". De voorlopige tegemoetkoming wordt toegepast als de werknemer het bedrijf voor aangepast werk verlaten heeft wanneer het rendementsverlies geëvalueerd wordt.

"AWIPH" kan beslissen om hetzelfde percentage van rendementsverlies te behouden voor een gehandicapte werknemer die na meer dan zes maanden arbeidsonderbreking naar een identieke post binnen een "ETA" terugkeert ».

**Art. 9.** Artikel 1005, § 3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met volgende zin :

« en zorgen op verzoek van de werkende ouders voor een groter kinderopvangaanbod ».

**Art. 10.** Artikel 1008, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« § 2. Elk kaderpersoneelslid moet over de duur van het vormingsplan gemiddeld minstens vier dagen deelnemen aan voortgezette vormingsactiviteiten.

**Art. 11.** Artikel 1038 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 1038. Binnen de bedrijven voor aangepast werk kan een opvang- en vormingsafdeling opgericht worden voor personen die wegens hun handicap een aanpassingsperiode nodig hebben om hun beroepsvaardigheden te verbeteren, hoewel ze de vereiste lichamelijke, geestelijke en beroepsbekwaamheden hebben.

Die personen voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° hetzij een buitengewoon onderwijs, bij voorrang van vorm 2, gevolgd hebben zoals bedoeld in het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

2° hetzij een gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 gevolgd hebben zoals bedoeld in het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs en het bewijs overleggen van een ononderbroken inactiviteitsperiode van meer dan één jaar bij de ondertekening van het beroepsaanpassingscontract;

3° hetzij zes maanden vóór de datum van de ondertekening van het beroepsaanpassingscontract een door "AWIPH" erkende opvangdienst of opvang- en huisvestingsdienst hebben bezocht. ».

**Art. 12.** Artikel 1040 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met volgend lid :

« Naar gelang van de behoeften en de aanvragen zal het geïndividualiseerde programma desnoods voorzien in een vooropleidingsfase die buiten de productieketens zal plaatsvinden ».

**Art. 13.** Artikel 1049 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met volgend lid :

« Het personeelslid bedoeld in het eerste lid, dat belast is met de begeleiding van de gehandicapte personen in behoudsstelsel, moet het bewijs leveren van :

1° hetzij een opleiding met pedagogische, educatieve of maatschappelijke oriëntering;

2° hetzij minstens vijf jaar ervaring in een pedagogische, educatieve of maatschappelijke functie;

3° hetzij een opleiding, binnen de drie jaren van zijn indienstneming, waarvan de totaalduur minimum tweehonderd uren bedraagt, i.v.m. problematieken die hem in staat moeten stellen om zijn functie beter uit te oefenen.

Hij heeft o.a. als opdracht :

1° de unieke begeleiding van de gehandicapte personen binnen het behoudsstelsel;

2° meewerken aan de uitwerking van het aangepast programma van de gehandicapte persoon en zorgen voor de uitvoering daarvan;

3° de integratie van de gehandicapte personen in behoudsstelsel maximaal bevorderen binnen het bedrijf voor aangepast werk;

4° zorgen voor de opvolging van de inrichtingen van arbeidsposten en de aanpassing van het arbeidsritme;

5° meewerken aan de voorbereiding van de werknemer op zijn pensionering.

Hij moet voldoen aan de voortgezette vormingsvoorwaarden bedoeld in artikel 1008, paragraaf 2. »

**Art. 14.** In artikel 1050, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt de zin « dat aantal mag niet hoger zijn dan 7 per bedrijf voor aangepast werk en dan 10 % van het aantal gehandicapte werknemers voor wie het bedrijf voor aangepast werk in aanmerking komt voor toelagen van "AWIPH" krachtens hoofdstuk 1 en titel 1. » geschrapt.

**Art. 15.** De artikelen 1052 tot 1061 van hetzelfde Wetboek worden vervangen als volgt :

« Art. 1052. Behalve in de gevallen van dienstenverleningen, is de indienstneming door externe bedrijven van gehandicapte werknemers die tewerkgesteld zijn in bedrijven voor aangepast werk het voorwerp van een aannemingsovereenkomst tussen het bedrijf voor aangepast werk en het externe bedrijf.

Een aannemingsovereenkomst is elke overeenkomst waarbij een bedrijf voor aangepast werk zich tegen bezoldiging verbindt tot het verrichten van handen- of intellectuele arbeid ten gunste van een ander bedrijf, in de lokalen of op de werven van laatstgenoemd bedrijf, en zonder het te vertegenwoordigen.

Art. 1053. De bedrijven voor aangepast werk worden door "AWIPH" gemachtigd om aannemingsovereenkomsten aan te gaan onder de volgende voorwaarden :

1° de werknemers blijven aan het bedrijf voor aangepast werk gebonden bij een arbeidsovereenkomst;

2° zonder uit te sluiten dat algemene instructies nageleefd moeten worden en dat controle gevoerd wordt op de uitvoering van de vervulde taken ten einde de kwaliteit van het werk te coördineren en te waarborgen, mag er geen ondergeschiktheidsband bestaan tussen het externe bedrijf en het personeel van het bedrijf voor aangepast werk;

3° de werknemers worden verder betaald door het bedrijf voor aangepast werk;

4° het bedrijf voor aangepast werk sluit al naar gelang de risico's een verzekering tegen arbeidsongevallen en ongevallen op de weg naar en van het werk;

5° het bedrijf voor aangepast werk geeft "AWIPH" kennis van de naam van de verzekeraar alsook van de uur- of dagprijs gefactureerd aan het externe bedrijf;

6° het bedrijf voor aangepast werk geeft de vakbondsafvaardiging kennis van elke aannemingsovereenkomst die gesloten wordt, van de lijst van de bij de overeenkomst betrokken werknemers, van de wijze waarop de begeleiding van die werknemers georganiseerd wordt en van de argumentering waaruit blijkt dat het werk voldoet aan het profiel van de werknemers; bij gebrek aan vakbondsafvaardiging informeert het bedrijf voor aangepast werk de permanente regionale vakbondsafvaardigden.

Art. 1054. Elke aannemingsovereenkomst wordt door beide partijen ondertekend en bevat de volgende gegevens :

1° de volledige identiteit van de contracterende bedrijven en van hun vertegenwoordigers;

2° de duur van de overeenkomst;

3° de uitvoerige beschrijving van het werk;

4° de plaats van uitvoering van het werk;

5° het aantal tewerkgestelde personen van het bedrijf voor aangepast werk;

6° het aantal leden van het kaderpersoneel bedoeld in artikel 1004, paragraaf 1, 3°, dat hen begeleidt en de wijze waarop begeleid wordt;

7° de garantie dat binnen het externe bedrijf aan de veiligheids- en hygiënevoorwaarden voldaan wordt;

8° het attest waarbij bevestigd wordt dat de werknemers van het bedrijf voor aangepast werk geenszins aan het externe bedrijf ondergeschikt zijn.

9° de toelating door het externe bedrijf van elke inspectie van "AWIPH" in de lokalen voor de uitvoering van de werkzaamheden waarin de aannemingsovereenkomst voorziet.

Art. 1055. Het bedrijf voor aangepast werk zorgt er voortdurend voor dat zijn werknemers in het externe bedrijf begeleid en gesuperviseerd worden door een in artikel 1004 paragraaf 1, 3°, bedoeld personeelslid dat begeleidingsfuncties i.v.m. productie vervult, naar rato van één lid per hele groep van tien gehandicapte werknemers tewerkgesteld in het externe bedrijf. Als minder dan tien werknemers in het externe bedrijf tewerkgesteld worden, garandeert het bedrijf voor aangepast werk die werknemers de nodige begeleiding en bijstand voor de uitvoering van hun opdrachten.

De uitvoering van de aannemingsovereenkomst behoeft de toestemming van "AWIPH". Uiterlijk de eerste dag van het begin van uitvoering van de overeenkomst richt het bedrijf voor aangepast werk een aanvraag tot toestemming aan "AWIPH", dat er ontvangst van bericht. De toestemming van "AWIPH" wordt gegeven binnen tien werkdagen na de aanvraag ervan. Bij gebreke daarvan wordt de toestemming geacht gunstig te zijn. De toestemming van "AWIPH" wordt beperkt tot twee jaar en kan meermaals hernieuwd worden.

Art. 1057. Elke aannemingsovereenkomst uitgevoerd zonder toestemming van "AWIPH" heeft tot gevolg dat het geheel van de toelagen betreffende de tegemoetkoming in de bezoldiging van de personen tewerkgesteld in het externe bedrijf gedurende de betrokken periode met terugwerkende kracht ingevorderd worden. In geval van hernieuwing of verlenging van eenzelfde overeenkomst die het voorwerp van een vroegere toestemming van "AWIPH" heeft uitgemaakt, wordt de invordering beperkt tot vijftientig procent.

Art. 1058. Het bedrijf voor aangepast werk verstrekt aan "AWIPH" een maandelijks overzicht van de prestaties van het geheel van de werknemers tewerkgesteld in het kader van een aannemingsovereenkomst. Dat overzicht wordt na afloop van elke maand aan "AWIPH" overgelegd.

Art. 1059. "AWIPH" kan toestaan dat twee bedrijven voor aangepast werk aannemingsovereenkomsten sluiten als een bedrijf voor aangepast werk, dat te kampen heeft met een dringende en uitzonderlijke nood aan arbeidskrachten, een beroep doet op een ander bedrijf voor aangepast werk.

Art. 1060. Een overeenkomst tussen bedrijven voor aangepast werk van twee verschillende gewesten of gemeenschappen behoeft de toestemming van "AWIPH".

Art. 1061. Een door "AWIPH" gesubsidieerde uitrusting mag niet verhuurd worden aan noch ter beschikking gesteld van de bedrijven, behoudens buitengewone omstandigheden en mits voorafgaande toestemming van "AWIPH".

**Art. 16.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2014.

**Art. 17.** De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX